



1975-2015

Nouveaux regards sur le Liban en guerre

New perspectives on Lebanon at war

مقاربات جديدة حول لبنان خلال الحرب

Beyrouth, les 20, 21, 22 et 23 octobre 2015

L'histoire a retenu le 13 avril 1975 comme une date charnière où le Liban s'engageait dans un long cycle de violences, dont les séquelles sont encore manifestes. Quarante ans plus tard, ce colloque international est l'occasion de s'interroger à nouveau sur cette « guerre civile » : à la fois en rendant hommage aux travaux de référence qu'elle a suscitée, mais aussi en s'intéressant aux dernières recherches sur la question, il s'agit d'interroger la possibilité de porter de nouveaux regards sur la guerre, voire d'écrire des histoires du conflit libérées en partie des passions mémorielles.

Face aux multiples acteurs et projets concernés par l'écriture de cette histoire, ce moment de réflexion ne peut se limiter à un simple colloque universitaire. Notre perspective croise en réalité de multiples préoccupations et soulève des questions qui continuent à structurer le débat public au Liban : les disparus, les déplacés, l'enseignement de la guerre, la transmission de mémoires, etc. Nous proposons donc d'organiser une rencontre à plusieurs facettes (colloque, conférences, débats, projections de films, et expositions d'œuvres).

Il s'agit d'une part de revenir sur l'historiographie particulière de la guerre civile libanaise, en tentant d'identifier et de combler certains angles morts de la connaissance, d'explorer de nouvelles problématiques et de poser la question de ses sources. Pour des raisons liées aux enjeux politiques de la guerre, l'écriture d'une histoire du conflit a longtemps été entravée par une politique du silence et du déni adoptée tacitement par les instances officielles. Qu'en est-il aujourd'hui ? Cette politique est-elle constante depuis 1990 ? Et comment se traduit-elle sur le terrain de la recherche ? L'universitaire et le chercheur parviennent-ils à échapper aux enjeux mémoriels et approches passionnées du conflit ? C'est en faisant dialoguer des travaux produits par différentes générations de chercheurs, artistes, intellectuels mais encore acteurs de la société civile (ceux qui ont écrit dans la guerre, après la guerre et aujourd'hui) que nous tenterons de répondre à ces questions, en choisissant d'axer l'échange sur les conditions d'écriture, sur les effets de points de vue générationnel et leurs contraintes.

Ce travail sera exemplifié tant par des débats sur le Journalisme en guerre, les Arts et la guerre ou les Mobilisations contemporaines autour de la guerre que par la mise en perspective du travail de la génération qui a connu directement la guerre et de jeunes chercheurs. Ces derniers abordent en effet des sujets souvent jugés « minés », déplacent l'analyse sur des terrains géographiques et temporels moins étudiés, et revisitent l'histoire politique, intellectuelle, et sociale de ces quinze années.

Loin d'être centré uniquement sur le Liban, cet événement est l'occasion d'autre part de contribuer à la réflexion contemporaine sur les conflits au Proche-Orient et sur les guerres en général. C'est l'occasion d'une mise en perspective de ces conflits libanais, qui ont été analysés parfois seulement avec un regard particulariste plutôt que comparatiste. La confrontation entre les témoins de la guerre libanaise et ceux qui examinent aujourd'hui l'actualité régionale a été jusqu'ici très limitée, alors qu'elle pourrait s'avérer d'un grand intérêt sur un double plan heuristique et réflexif.

En effet, ce colloque offre la possibilité de réfléchir aux pratiques de recherche des spécialistes de sciences sociales qui vivent ou ont vécu de manière contemporaine différents conflits au Moyen-Orient, sur l'évolution de ces pratiques d'une expérience à l'autre (évolution des conditions d'un travail de terrain, du cadre disciplinaire et théorique, etc.). Ce sera l'occasion d'aborder les temporalités de l'analyse d'un conflit ou d'une crise, l'articulation entre les analyses « à froid » et leur recul intellectuel, avec celles plus immédiates, « à chaud » avec un vécu plus direct du conflit.

Programme

	20 octobre	21 octobre	22 octobre	23 octobre
Matinées : Panels de recherche		10 :00-13 :00 Salle de conférence, Institut Français « <i>Violences de guerre et fait milicien</i> »	10 :00-13 :00 Salle de conférence, Institut Français « <i>Les institutions à l'épreuve</i> »	10 :00-13 :00 Salle de conférence, Institut Français « <i>Quotidien et ordinaires de la guerre</i> »
Après-midi : Tables-rondes / Débat	18 :00-19 :30 Séance inaugurale, salle de conférence, Institut Français,	16 :00-18 :30 « <i>Les journalistes et la guerre</i> » avec la faculté d'information de l'UL, salle de conférence de la faculté, Bouchrieh	16 :00-18 :30 « <i>Les arts dans la guerre</i> » avec Mansion, salle de conférence, Mansion, Zoqaq al-Blat	14 :30-18 :30 « <i>Savoir pour agir : les mobilisations d'après- guerre</i> », avec l'Institut des sciences politiques de l'USJ, amphithéâtre Walid Ben Talal, ISP Huvelin

Colloque en collaboration avec l'Institut français du Liban, International Center for Transitional Justice, l'Institut des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph, la Faculté d'information de l'Université libanaise, Mansion et la Lebanese Photo Bank, et avec le soutien du Fonds d'Alembert.

Mardi 20 octobre

Table-ronde inaugurale

Salle de conférence, Institut Français, 18h00 - 20h00.



Mercredi 21 octobre

Panel 1 - Violences et faits miliciens

Salle de conférence, Institut Français, 10h

Si l'historiographie de la guerre a donné lieu à des mémoires de leaders, largement centrée sur leurs actions dans la quasi-totalité des travaux, en étant cependant complétée depuis quelques années par des témoignages de victimes et de civils (*via* notamment une action de recueil de la part de plusieurs ONG), bien peu de choses ont été faites jusqu'ici sur les miliciens ordinaires, et la violence quotidienne de la guerre civile. La violence, lorsqu'elle est approchée de près, l'est bien souvent en biais, et sur quelques événements particulièrement marquants (à l'image de Sabra et Chatila dans le film *Massaker*), sans l'être systématiquement, et sans que son caractère diffus et plus ordinaire soit interrogé, à travers par exemple l'étude des enlèvements ou des checkpoints. Parallèlement, il apparaît nécessaire d'interroger le fait milicien au-delà de la violence, dans sa structuration (quel est le contrôle réel des leaders nationaux sur les différents groupes armés locaux qui forment leur milice ?), dans ses évolutions (y a-t-il, comme Nabil Beyhum en faisait l'hypothèse, plusieurs générations de miliciens différentes ?), et enfin dans les circulations autour de ce « métier des armes », que ce soit combattants qui passent d'une milice à l'autre, ou circulations entre « profession » de milicien et d'autres secteurs d'activité (une question qui revient plus largement à interroger les frontières entre les catégories de civil et de milicien). Enfin, d'un point de vue plus méthodologique, il sera possible aussi de s'interroger dans ce panel sur la difficulté à dire ou taire la violence, que ce soit pour les enquêtés ou pour ceux qui écrivent sur la guerre.

Intervenants

Dima de Clerck (IFPO/IMAF), « La guerre dans la Montagne antérieure à la Guerre de la Montagne. Les prémices souvent occultées de la rupture de 1982-1983 »

Chloé Rabanes (CRH), « Les enlèvements : une arme de la guerre du Liban »

Aurélie Daher (Science Po Paris), « La naissance du Hezbollah dans la Békaa Nord : le Parti de Dieu entre mythes de la littérature et réalités socio-historiques »

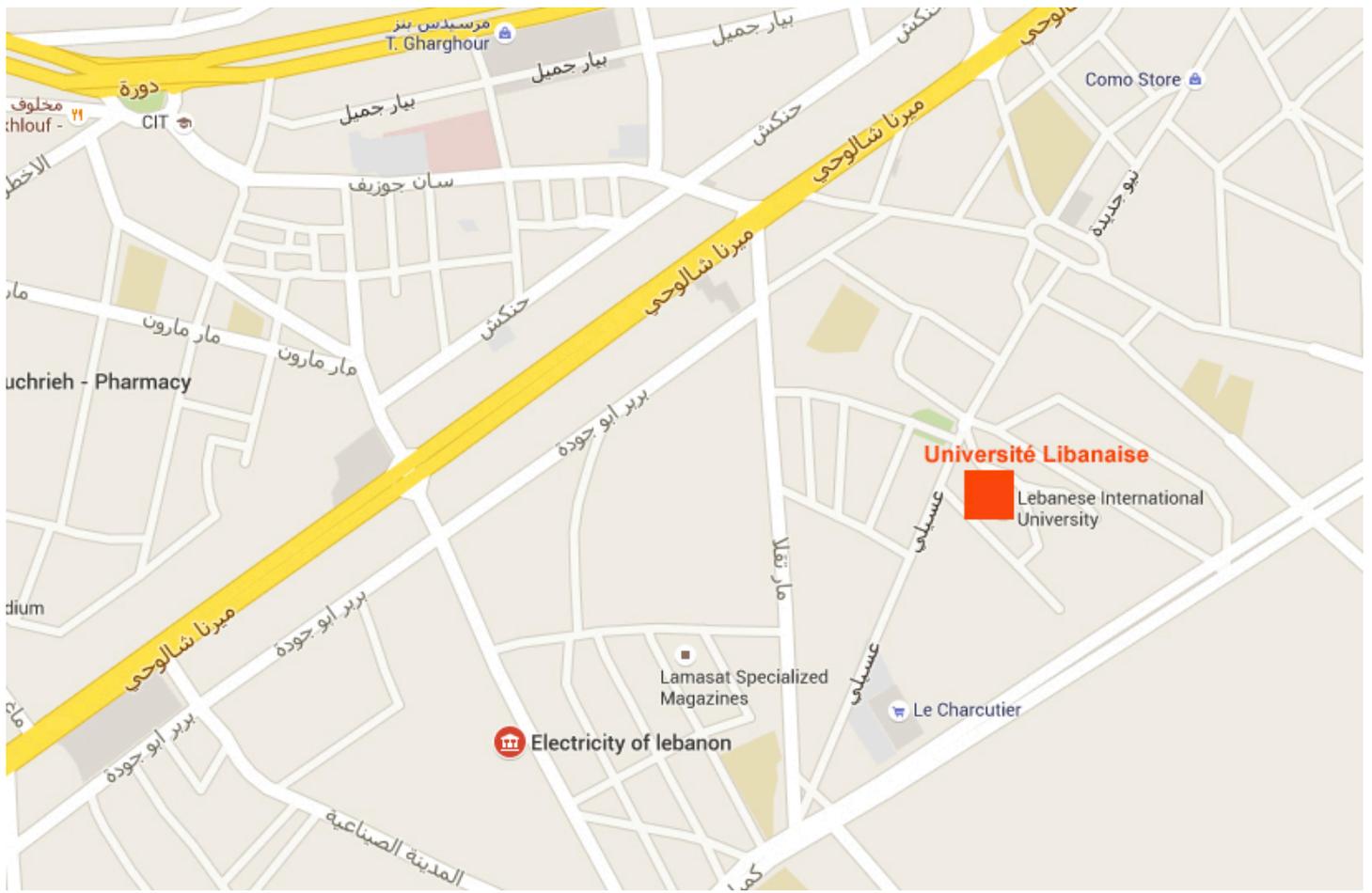
Débat - les journalistes et la guerre

Salle de conférence de la faculté d'information, UL, Bouchrieh, 16h

Pour les chercheurs et les universitaires en sciences sociales travaillant sur la guerre civile libanaise, les écrits de presse et les archives audiovisuelles constituent l'une des principales sources de leur corpus et de leur matériau d'enquête et d'analyse. Pourtant, les auteurs académiques ont parfois des difficultés à admettre que les journalistes ne furent pas simplement des acteurs passifs du conflit mais aussi des observateurs *in situ*, des témoins privilégiés et des acteurs de premier plan des scènes de guerre. En ce sens, les journalistes libanais et étrangers peuvent être considérés comme des faiseurs d'histoire : d'une part, parce qu'ils sont porteurs de récits de guerre qui nourrissent très largement nos représentations et nos interprétations actuelles du conflit ; d'autre part, parce qu'ils ont été partie prenante de cette guerre, leurs écrits et leurs images influençant de manière décisive le cours des événements. Plutôt que de prétendre à une supposée neutralité des médias et de les traiter comme des « acteurs neutres » ou des « transmetteurs », cette table-ronde part de l'hypothèse que les journalistes ont été des acteurs pleinement engagés dans la guerre et que leur parole publique a produit des effets de positionnement sur les différents protagonistes du conflit.

Toutefois, cet engagement médiatique n'est pas réductible aux divisions politico-confessionnelles qui ont traversé le conflit libanais (1975-1990). Car, par leur statut spécifique dans la société libanaise et internationale, les journalistes véhiculent des visions de la guerre qui empruntent très largement à la « culture » propre à leur champ professionnel. Ainsi, même les journalistes les plus engagés sur les plans politique et partisan ne furent pas les simples porte-parole d'un camp ou d'une coalition. En effet, il serait réducteur d'analyser la position des journalistes libanais et étrangers durant la guerre civile comme les porte-plume d'une logique guerrière, représentant exclusivement la « branche médiatique » des forces politico-confessionnelles en présence. Aussi, tenterons-nous de restituer et d'analyser les représentations médiatiques du conflit, en prenant en compte les logiques de champ (ici le champ médiatique) et les enjeux inhérents au statut social (celui des journalistes) qui, bien qu'ils aient pu développer des relations de proximité ou d'empathie avec tels ou tels acteurs du conflit civil, ont agi aussi en fonction de logiques plus ou moins autonomes, structurant la production des discours et des images de guerre.

Afin d'atteindre cet objectif, la table-ronde réunira des journalistes, des acteurs de la presse, des chercheurs en sciences sociales et aussi des étudiants en sciences de l'information, appartenant autant aux générations qui ont vécu directement la guerre civile libanaise, qu'à celles qui ne l'ont connue qu'à travers les représentations médiatiques, les fictions cinématographiques ou les écrits historiques. Outre les échanges entre les participants invités, cette table-ronde laissera une large part aux débats avec le public et les auditeurs.



Jeudi 22 octobre

Panel - Les institutions à l'épreuve

Salle de conférence, Institut Français, 10h

Même si le Liban a souvent été présenté dans les années 1990 comme le modèle des « nouvelles guerres » à la violence extrême et sans limites, la guerre en général, et celle du Liban en particulier, n' st jamais assimilable à un chaos, et s'avère loin d'être une situation d'anomie totale. Si elle est logiquement perçue comme telle par ceux qui la vivent, tant l'ampleur et la violence des changements est profonde, aux yeux de l'historien, la guerre est aussi un moment où survivent, s'inventent et s'imaginent des *institutions*, dans le sens sociologique comme dans le sens juridique du terme. Ce panel se propose d'étudier ce qui pourrait sembler être un paradoxe de la guerre, les éléments de stabilité dans un contexte de crises politiques répétées :   la fois les modalités de survie de certaines institutions pendant la durée du conflit, notamment des institutions liées à l'Etat, les projections que se font les acteurs armés des contours de l'après-guerre et de ce qu'il est nécessaire de protéger, ou encore la création de certaines institutions pendant le conflit.

Intervenants :

Candice Raymond (IREMAM/LabexMed), « les centres de recherche pendant la guerre »

Pierre France (CESSP), « l'Etat libanais a-t-il disparu pendant la guerre civile ? »

André Sleiman (Konrad Adenauer Stiftung), « Unpacking the Federalist Ideology in Lebanon »

Débat – Le Liban en guerre(s) dans les pratiques artistiques contemporaines

Mansion, Zoqaq el Blat, 16h

Convoquant des registres d'expression et des pratiques esthétiques divers, la réflexion sur la guerre dite « civile » habite la création artistique libanaise contemporaine. Ses acteurs semblent n'avoir de cesse de retourner à cette expérience traumatique, si bien que certains observateurs ont pu y discerner l'un des éléments identificateurs et/ou unificateurs de la scène artistique libanaise, non sans parfois en dénoncer le caractère obsessionnel ou suspecter l'existence d'effets de mode alimentés par le fonctionnement des marchés de l'art et de la création culturelle. Mais si l'art entend « rendre visible », s'il se veut partie prenante et critique des réalités sociales, politiques, psychiques, dans lesquels artistes et citoyens sont inscrits individuellement et collectivement, peut-il échapper à la guerre ?

Cette table-ronde entend interroger l'omniprésence de la guerre dans les productions artistiques libanaises contemporaines à partir de deux principaux axes de questionnement.

En premier lieu, comment la création artistique dit-elle la guerre, ou plutôt, comment dit-elle le Liban en ses guerres ? En quoi ses démarches questionnent-elles les récits dominants et les oublis organisés (loi d'amnistie, censure...) ? Et si le thème de la poursuite de la guerre sous d'autres formes, au-delà des dates-charnières officiellement admises, apparaît comme un motif récurrent dans la production artistique récente, n'est-ce pas aussi parce que, pour cette dernière, la guerre ne constitue pas un état d'exception, relégué dans un passé révolu ou une altérité radicale, mais une puissante clé de lecture de la société libanaise actuelle ? Par quelles mises en scène ou mises en jeu artistiques ses praticiens entendent-ils alors créer une distance, qui permette de penser et de sentir, sans annuler, exotiser ou fétichiser le réel qu'elles adressent ? Comment, par exemple, peuvent-ils représenter la guerre et ses acteurs sans transformer le bourreau en icône, ou la frayeur en nostalgie ?

En second lieu, si la création artistique constitue aussi une performance sociale, quels sont les cadres – politiques, sociaux, économiques...- qui en régissent les conditions de production et de réception ? A distance de conceptions plus anciennes de l'« art engagé », comment les pratiques artistiques contemporaines assument-elles leur dimension politique et leur engagement critique ? Et quels sont les effets du fonctionnement des mondes de l'art sur les questionnements, les registres d'expression, les critères d'appréciation des productions artistiques traitant de la guerre ?

Cette table-ronde réunira des acteurs des mondes de l'art contemporain - praticiens, critiques, théoriciens... -, inscrits dans différents domaines de production culturelle (théâtre, cinéma, arts plastiques, etc.) et appartenant aussi bien aux générations ayant vécu la guerre civile libanaise qu'à celles leur ayant succédé. Outre les échanges entre les participants invités, cette table-ronde laissera une large part aux débats avec le public.

Marie Bonte (ENS Lyon), « Beirut after dark: la vie nocturne de Beyrouth pendant la guerre civile »

Débat – Savoir pour agir : les mobilisations civiles de la guerre et de l'après-guerre (en collaboration avec ICTJ et l'ISP/USJ).

ISP, Amphithéâtre Walid Ben Tallal, Huvelin, 14h30 -18h00

La guerre a suscité de nombreuses mobilisations civiles pour lui « faire face », durant les 15 années du conflit armé, mais encore dans la période de l'après 1990 et jusqu'aujourd'hui. Que ce soit les familles de disparus encore dans l'inconnu, les familles des détenus politiques, les blessés ou les handicapés de guerre, les déplacés, etc., la question des victimes continue à soulever des protestations publiques. Des militants et activistes ne cessent de répéter, reformuler, revendiquer à nouveau dans l'espace public et dans des mouvements civils, la prise en charge de ces questions. Le fameux « droit de savoir » des familles de disparus peut ainsi nous interpeller plus largement sur le droit à se souvenir de la guerre, de la comprendre et de transmettre sa vision d'un conflit qui laisse encore des marques et des blessures, voire d'ériger des mémoriaux. Des réalisateurs se penchent aujourd'hui de façon croissante sur la mémoire de la guerre et de l'après-guerre, chaque festival mettant en valeur ses nouvelles œuvres cinématographiques nous invitant à nous interroger sur ces mémoires souvent conflictuelles entre générations. Les universitaires se saisissent alors de ces questions mémorielles (Mermier et Varin, 2010) et cinématographiques – l'ISP à l'heure actuelle - dans leurs dimensions politiques sans négliger également leurs cadres sociaux (Halbwachs). Avec des militants, des experts et des universitaires et étudiants, nous nous proposons de débattre dans cette troisième table-ronde d'initiatives plurielles « après-guerre » pour « faire mémoire », et constituer ou reconstituer des récits au pluriel, et parfois mezzo voce, de ces années-là.

Face à l'histoire (ou à l'injonction d'amnésie) des leaders, aux (non)réactions des autorités publiques, des pudeurs et réticences d'une partie de la population ou au contraire leurs larges attentes, ces écritures au présent de la mémoire et de l'histoire de la guerre prennent des chemins multiples : ceux du droit, de la justice, de l'expertise, ou encore de l'art et du cinéma, d'expériences pédagogiques ou d'actions de plaidoyers et de conscientisations, notamment dirigées vers les jeunes générations. Il s'agira d'interroger comment ces mobilisations écrivent à leur manière et non sans difficulté, d'autres histoires du conflit : celles des victimes les plus oubliées ou mises sous silence, celles de familles ou de personnes, etc. Car ces initiatives ne s'appuient pas seulement sur un vécu (celui des comités des familles de disparus, de kidnappés et de détenus), mais bien encore à partir d'enquêtes de terrain (ICRC, ICTJ), des enquêtes juridiques – lois, jurisprudences - (Legal Agenda, CLDH), des recueils de témoignages oraux, une cartographie des incidents/violations de la guerre (ICTJ, Lebanon Support), des recherches sur archives, des questionnaires et des investigations (ICTJ, Act for the Disappeared, CEMAM, UMAM) sur l'ensemble du territoire libanais. Il s'agira ainsi de discuter dans ce panel comment ces acteurs prolongent avec de nouveaux moyens d'actions, le travail des historiens au Liban, et plus largement des chercheurs en sciences sociales. Autant ces engagements semblent conduire à prendre connaissance d'autres aspects du conflit, autant ce savoir peut nourrir les mobilisations et les actions de l'après-guerre.

